

# EVOLUTION DEFICIT BUDGETAIRE ETAT FRANCE (1959-2009)

En octobre 2014, la dette publique de la France a atteint 2000 milliards d'Euro. Un record !!  
En ce milieu de mandature du PR et de l'assemblée, et, alors que la crise européenne des dettes souveraines reste latente, un petit historique de l'évolution du déficit s'impose.

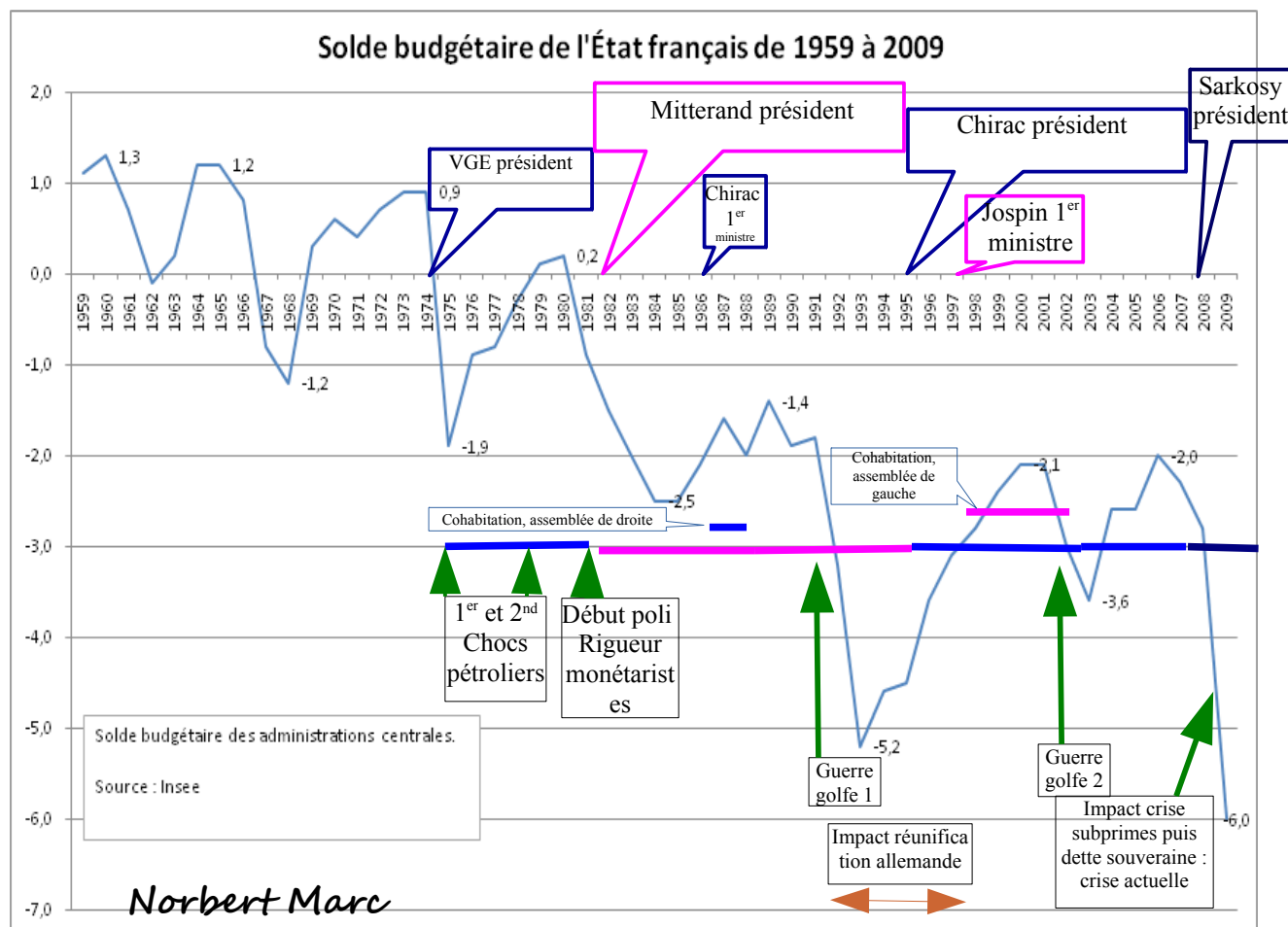
Voici une courbe de l'évolution du déficit public français, mis en rapport avec les crises économiques rencontrées et les différentes échéances électorales, qui ont eu parfois un impact sur ce déficit. En effet, certains gouvernements ont parfois laissé filer le déficit avant une élection, pour ne pas avoir à faire une politique de rigueur avant le vote et éviter ainsi la défaite. D'autres ont fait une politique de relance par la baisse des impôts ou, d'autres encore, ont creusé leur sillon pour réduire le déficit (ou tout du moins ne pas le laisser trop filer), souvent pour leur propre perte aux élections suivantes.

## Des commentaires suivent ce graphique page suivante.

INFOGRAPHIE : à partir d'une courbe du déficit public de l'INSEE (France)

### Légende :

- législatures (marquées par un trait de couleur correspondant à celle de la majorité à l'assemblée nationale) en bas du graphique et mandatures (présidents) en haut du graphique
- crises nommées dans les zones de texte en bas



## Les grandes périodes de cette évolution :

### les trente glorieuses ou le rôle contracyclique du budget :

Jusqu'en 1980, le budget de l'état est en général en excédent<sup>1</sup>. Lors des crises ou des périodes de croissance plus molles, l'état laisse le déficit se creuser, ce qui permet de relancer l'économie ou tout du moins d'éviter d'engager une spirale négative qui ferait qu'une baisse de l'activité engendre un cercle vicieux amenant à une baisse généralisée de la demande globale au sens keynésien du terme. De cette façon, pensait Keynes, on évite le cercle vicieux de la baisse de la demande et la crise durable qui l'accompagne.

Le déficit budgétaire ne pose, à l'époque, pas de problème, car quand la croissance revient, les rentrées fiscales ré-augmentent, et permettent sans problème de dégager à nouveau un excédent budgétaire.

La crise pétrolière de 1973 et le deuxième choc pétrolier de 1978 (prix du pétrole élevés associés à une hausse du Dollar (US) qui renchérit le pétrole en Franc français) sont un premier accroc à cette belle mécanique. Cette fin de période voit apparaître une inflation plus élevée associée à une croissance plus faible. C'est la **stagflation**. On notera cependant, qu'en faisant certaines économies simples (sous Raymond Barre à l'époque premier ministre), le budget de l'état revient à l'équilibre en peu de temps, c'est-à-dire en 1979, après le deuxième choc pétrolier qui a lieu en 1977-78.

**Il est à noter que le problème de la dette de l'état ne se pose à aucun moment à cette période, car si certains déficits la font augmenter, le capital dû est rapidement dévalué par l'effet de l'inflation<sup>2</sup>. La dette publique, en Francs constants, n'a donc pas de grands risques d'augmenter significativement, à l'époque.**

### La stagflation et le virage monétariste.

La stagflation va mettre Milton Friedman (et les monétaristes) à la mode et la plupart des pays développés vont se lancer dans des politiques de lutte contre l'inflation. En Europe, où le Deutschemark (DM) domine le serpent monétaire européen (puis le SME « Système »), ces politiques vont être accentuées pour aider à maintenir une forte parité des monnaies nationales et éviter ainsi l'inflation importée et les dévaluations de cours leur pivot face au DM au sein du SME. Ces politiques cherchaient à rétablir la concurrence sur les marchés, mais entraînent aussi des taux directeurs élevés et des coupes budgétaires. Ces deux dernières politiques vont ralentir l'activité, notamment dans les pays les moins dynamiques comme la France. Mais elles vont avoir aussi l'effet positif escompté : la disparition de l'inflation.

Cet effet positif à une face négative, qui est que la dette publique n'est plus rongée par l'inflation comme auparavant. A partir de cette époque, tout dérapage du déficit budgétaire, qui n'est pas rapidement suivi par une reprise économique restaurant un excédent budgétaire va voir la dette publique s'accumuler. De fait, cette dette publique ne sera plus dévaluée en monnaie constante par

1 La croissance est générale plus forte qu'attendue et donc les rentrées fiscales plus élevées que prévues dans le budget prévisionnel de l'état.

2 Pendant les trente glorieuses, l'inflation est très rarement en dessous de 4 % et augmente à plus de 10 % pendant les chocs pétroliers.

la suite, comme elle l'était auparavant, car l'inflation descend proche ou même en dessous des taux d'intérêts de la dette. Tout état qui garde un déficit voit donc sa dette en monnaie constante progresser à vive allure ; ceci est une nouveauté qui ne va pas être toujours comprise les toutes premières années.

L'équipe arrivée en France avec la gauche au pouvoir en 1981 ne l'a manifestement pas comprise et mène une relance keynésienne pendant un an, alors que tous les autres pays pratiquent des politiques monétaristes d'austérité. Le déficit s'envole. Ce n'est qu'après plusieurs dévaluations du Franc dans le SME que la France se résigne au monétarisme. Le tournant a lieu fin 1982 et se confirme en 1983. On voit que la courbe du déficit public français explose jusqu'en 1983, jusqu'à ce que la politique de rigueur budgétaire fasse son effet.

Pour éviter le risque d'une spirale infernale de hausse de la dette publique, la règle édictée à l'époque par François Mitterrand est celle des 3 %. Le déficit du budget du gouvernement ne doit jamais excéder 3 % du PIB, car c'est la limite en dessous de laquelle l'état rembourse plus qu'il ne fait de nouvelle dette. C'est en fait la limite de déficit qui fait que la dette n'augmente pas en francs constants.

Mais il faut comprendre qu'à l'époque, cette limite a été calculée en prenant en compte les constantes économiques espérées de l'époque et qui étaient calquées sur l'expérience des trente glorieuses :

- une inflation supérieure à 2 %, qui donc tous les ans dévaluait la dette publique d'autant
- une croissance en croisière de près de 3 % (2,8 % de 1956 à 1973)

De fait, c'est ce calcul fait par les conseillers de François Mitterrand (de l'époque) qui s'imposera 15 ans plus tard comme borne de déficit public à ne pas dépasser dans le cadre de la monnaie unique européenne : L'Euro. Mais cette borne symbolique est évidemment inadaptée à la réalité économique actuelle, les politiques économiques et les économies (mondialisées) ayant changées depuis. En effet, de nos jours, un déficit public de 3 % génère une augmentation de la dette publique.

A partir de 1984, la politique économique vertueuse et le retour de la croissance permettent de faire refluer le déficit public.

L'arrivée de Jacques Chirac comme premier ministre en 1986 ne se traduit pas par une continuité dans la baisse du déficit public, qui repart à la hausse puis stagne. Est-ce la politique libérale du nouveau premier ministre (qui baisse les prélèvements obligatoires et donc les recettes de l'état) ou un ralentissement de la croissance qui concoure à ce recul ? Sûrement un peu des deux. Il est à noter cependant, qu'à l'époque, des recettes exceptionnelles sous forme de privatisations d'entreprises publiques sont engrangées et cela ne se traduit malheureusement pas sur le déficit. Cela a cependant pu se traduire par une baisse de la dette publique, car les comptes nationaux ont peut-être affecté ces recettes en produits exceptionnels en remboursement de la dite dette. Du moins, c'est ce qui aurait dû être fait comptablement, si cela ne l'a pas été.

Le début des années 1990 est marqué par deux crises majeures. L'une, de courte durée (1 an env.) est mondiale. Provoquée par la première guerre en Irak elle est marquée par un retournement conjoncturel des anticipations des acteurs financiers notamment. C'est elle qui explique le creusement initial du déficit budgétaire français à cette époque. Cependant, la crise perdure 7 ans (!) en Europe à cause des taux d'intérêts élevés qui sont imposés dans la zone SME par le déficit

budgétaire allemand lié à la réunification. La réunion des deux Allemagnes impose à l'ancienne RFA (Allemagne de l'Ouest) de fortes dépenses budgétaires, qui se traduisent par un fort déficit du budget allemand. La banque centrale allemande, en bonne monétariste, craignant comme conséquence de ce déficit, une augmentation de l'inflation, va augmenter ses taux directeurs. Ceci va contraindre toutes les banques centrales émettant des monnaies appartenant au SME à augmenter aussi leurs taux directeurs où sinon à voir leur monnaie décrocher vis-à-vis du DM et à se voir obliger de quitter le SME. La Grande-Bretagne fera le choix de quitter le SME pour retrouver son indépendance de politique monétaire. L'Italie dévaluera sa monnaie, mais la France maintiendra le taux pivot du Franc avec le DM au prix de taux directeurs prohibitifs qui casseront la croissance (en France et dans toute la zone SME). C'était le prix pour faire la monnaie unique.

La Bundesbank ne baisse ses taux directeurs qu'en 1997, et donc la croissance ne revient en France qu'en 1997 soit 4 ans après la Grande-Bretagne, d'où des recettes fiscales basses. C'est pendant cette longue période de faible croissance que les déficits budgétaires français et surtout allemand se creusent fortement, obligeant même l'Allemagne à demander à déroger aux règles du pacte de stabilité<sup>3</sup> concernant le déficit public. Cette première entorse aux règles de l'UEM (la zone EURO), faite en plus à la demande de l'Allemagne, qui était le pays à l'origine de ces règles strictes à la création de l'union monétaire, est le pêcher originel qui a permis la crise actuelle de la dette souveraine actuelle dans la zone Euro. C'est à la demande de l'Allemagne elle-même qu'il a été demandé à la commission européenne d'examiner avec bienveillance les déficits budgétaires des pays à l'époque, car c'est elle surtout qui avait des problèmes. Ceci a créé un précédent qui est devenu une brèche, un trou béant dans le pacte qui unissait les pays de la zone Euro et qui va laisser penser à tous les pays membres de la zone qu'ils peuvent laisser filer leurs déficits publics comme bon leur semble, puisque l'Allemagne a eu cette autorisation autrefois.

## Guerre du golfe deux et bulle boursière liée aux nouvelles technologies

Le début des années 2000 est marquée par la deuxième guerre du golfe. Les Attentats de septembre 2001 aux USA, vont être un prétexte pour le président Bush Junior de finir la guerre que son père n'avait que commencée et envahir l'Irak (La première guerre du golfe avait seulement libéré le Koweït, et, obligé l'Irak à désarmer ou arrêter au moins sa course à l'armement).

Cette guerre va perturber les marchés pétroliers et les marchés financiers tout court. Le début des années 2000 avaient été les années du développement d'une bulle spéculative boursière et financière basée sur la net-économie où ont été valorisées des « start-up » (« Jeunes Pousses) liées à internet<sup>4</sup>. Cette crise financière va perturber durablement la confiance dans les marchés financiers et avoir des conséquences négatives sur la croissance mondiale sur 1 ou 2 ans selon les pays. Le déficit public français augmente donc brusquement à cette époque, pour se redresser petit à petit, avec le redémarrage de la croissance.

## La crise dite des « subprimes » et celle de la dette souveraine européenne

Mais ce rétablissement va être de courte durée car à partir de 2005, La crise dite des Subprimes va se développer aux USA et va se transmettre petit à petit au monde entier, avec un crash boursier et financier généralisé qui sera au plus fort en 2007-2008. Cette crise va mener inéluctablement à la

---

3 Le Pacte de Stabilité et de croissance comporte deux règlements européens qui, notamment, encadrent le déficit public des états membres de l'UEM. Les budgets publics ont pour objectifs d'être équilibrés. En cas de déficit public, celui-ci ne doit pas dépasser 3 % du PIB, sauf en cas de récession avérée (croissance inférieure à -0,75 %/an)

4 C'est à cette époque que le vieux Arpa-net devient le World Wide Web et que le réseau informatique mondial se généralise et se démocratise.

crise des dettes souveraines en Europe, crise que l'on ressent encore.

La crise des subprimes est au départ une crise des prêts hypothécaires aux USA. Avec la spéculation immobilière outre atlantique, vendre et acheter des biens immobiliers, en faisant une plus-value au passage, est devenu un sport national. Certaines ménagères américaines trouvent à l'époque un emploi dans la vente d'immobilier. Cette industrie génère donc des revenus qui semblent à tous inépuisables. Les banques vont donc commencer à prêter de l'argent en pariant sur la plus value probable de l'immobilier. Ainsi, les prêts à la consommation aux ménages américains, garantis par des hypothèques immobilières vont se généraliser et sont une des causes de la forte consommation des ménages américains à l'époque (et donc de la forte croissance économique outre atlantique). Il est à comprendre que ces prêts sont des prêts assis sur les taux à court terme et non sur les taux à long terme comme les prêts immobiliers classiques. Ceci veut dire que, si les taux à Court terme augmentent (avec une hausse du taux directeur de la banque centrale par exemple), la charge de la dette à payer par l'emprunteur explose. Un hoquet de croissance suffira à entraîner des licenciements aux USA et une hausse des taux d'intérêts à court terme (qui augmentera la charge de la dette). Ces licenciements participeront aux premiers défauts de paiement sur les prêts hypothécaires, parallèlement, la charge de la dette va exploser avec la hausse des taux à CT. Ceci va entraîner les premières ventes massives de biens immobiliers pour couvrir les défauts de paiement. Ceci va entraîner aussi une chute des prix de l'immobilier, prix qui vont entrer dans une spirale descendante d'autant plus inexorable que la montée des prix des l'immobilier était artificielle.

A l'époque où les banques ont vendus ces produits « prêts hypothécaires », elles ont cherché à externaliser le risque de défaut<sup>5</sup> en titrisant<sup>6</sup> ces prêts. Les banques américaines ont à l'époque vendu à tour de bras des titres représentant des prêts hypothécaires, rapportant des taux d'intérêts très intéressants et qu'elles assurent être sans risque. Des agents financiers (banques, assurances, etc) du monde entier, ont acheté ces titres, d'autant plus volontiers qu'ils semblaient sans risque. Lorsque que les premiers défauts apparaissent, ces titres (appelés Subprimes) voient leurs cours s'effondrer. Rapidement, les acteurs financiers qui ont achetés ces titres vont se retrouver en difficulté, à court de trésorerie ou vont devoir constater de fortes pertes. Rapidement, certaines banques vont être au bord de la faillite ou en faillite. Cela va avoir trois types de conséquences :

- des faillites de banques qui vont mettre le système financier international au bord du chaos, avec au final la faillite de Lehman Brothers (15 septembre 2008)
- des renflouements des banques par les états ce qui va faire exploser le déficit budgétaire de certains états comme l'Irlande et obliger les états européen à des rigueurs budgétaire : c'est le début de la crise de la dette souveraine en Europe, avec l'Irlande comme premier grand malade (l'Espagne, où une bulle immobilière a fortement sévit aussi va suivre)
- de la frilosité des banques qui vont arrêter de prêter aux acteurs économiques qui en ont besoin pour investir, ce qui va handicaper la croissance.

Tout ceci entraîne une hausse des dépenses de l'état français (renflouement des banques et dépenses sociales liées à la crises) et une baisse des recettes liées à la baisse de la croissance, donc une explosion du déficit public. **Cette explosion du déficit public est d'autant plus importante, que le nouveau pouvoir élu en 2008, applique son programme fait notamment de baisses d'impôts et de charges sociales (avec notamment le « travailler + pour gagner + » (loi TEPA).**

---

5 « Faire défaut » est le fait de ne pas payer sa dette (langage financier).

6 « Titriser » une dette ou une créance, revient à transformer de l'argent prêté à un tiers en un titre financier (type 'obligation') qui représente une part de la somme due. Ce titre est vendu sur les marchés financier, a sa propre cote et est proposé avec un taux d'intérêt donné, décidé par l'organisme émetteur (la banque), qui va choisir un taux d'autant plus important que la créance est risquée.

# Crise financière des Subprimes, les six étapes du désastre

(Inspiré librement d'un article du Monde Diplomatique)

Année 2000 bulle internet : Krach sur « les titres de croissance » liés à internet :



**Les prémisses :** La Fed (banque fédérale américaine) tente d'éviter la crise financière en baissant ses taux directeurs (à près de 0%) permettant un crédit facile sur les emprunts à court terme ou à long terme à taux variable, pour éviter les faillites (rendre le crédit facile pour les entreprises ou spéculateurs proches de la faillite :



les banques proposent des crédits à très bas taux mais sur des emprunts courts ou des crédits à long ou moyen terme mais à taux révisables (variables) qui suivront l'évolution des taux à venir.



Les ménages américains, utilisent des emprunts à taux très bas, mais à taux révisables, pour acheter des biens durables et notamment de l'immobilier. Le coût de l'emprunt avec ces taux bas leur permet de financer des biens (immobiliers notamment, mais aussi automobile, etc) qui seraient au dessus de leur moyen avec un emprunt long terme à taux fixe beaucoup plus élevés. Ces prêts sont des prêts hypothécaires, c'est à dire, uniquement garantis par la valeur de l'immobilier acquis, faisant le pari que le marché des maisons américaine ne peut que continuer à monter. Les banques, avec toutes les liquidités dont elles disposent avec ces taux bas, ont en plus accordé des prêts à des ménages dont le revenu est à peine suffisant pour rembourser les emprunts.

Les prix de l'immobilier explose avec la demande des ménages qui achètent des biens surévalués, mais paradoxalement, cela dope les achats d'immobilier à crédit à taux révisable, le marché immobilier à la hausse garantissant en théorie les prêts grâce à l'hypothèque sur des biens dont le prix ne peut que monter.

**Etape 1 :** 2007 : Les ménages américains, dont les revenus stagnent avec la crise et la concurrence internationale (produits asiatiques peu chers, etc) sont en plus confrontés à une hausse des taux variables de leurs emprunts (la FED avec le retour de la croissance a augmenté ses taux directeurs ce qui fait augmenter les taux révisables des emprunts immobiliers) qui alourdit leurs remboursements d'emprunts<sup>7</sup>. Les premiers défauts de paiement des ménages apparaissent pour les banquiers.

2007, les banques, pour cacher leurs créances douteuses sur les emprunts immobiliers des ménages américains revendent des titres de placement qui contiennent, entre autres, ces créances qu'elles détiennent sur les ménages américains surendettés. Ces titres sont appelés des ***Subprimes et sont revendus sur les marchés boursiers de toute la planète, comme des placements diversifiés à fort rendement pour les banques et épargnants***

<sup>7</sup> Un américain qui emprunte 200 000 \$ à taux révisable sur 20 ans paiera 1833 € en année 1 si les taux restent à 2 %, mais 4040 € par mois si les taux montent à 19 %.

*acheteurs.*

**Etape 2 : septembre 2008 :** Les marchés financiers et leurs clients se rendent compte du montage frauduleux, la valeur des subprimes s'effondre d'autant plus vite que les défauts de paiement des américains sur leurs prêts immobiliers s'amplifient. Les banques qui ont acquis ces titres sont obligés de les dévaluer dans leur bilan. De plus, ces subprimes deviennent invendables.

Les banques sont obligées de constater comptablement des pertes, mais se retrouvent surtout avec des créances pourries invendables et n'ont plus possibilité de récupérer de la trésorerie (liquidités).

Lehman Brothers, grande banque d'affaire américaine est au bord de la faillite. Le trésor et la Fed (banque centrale américaine) refusent de la recapitaliser pour éviter la faillite.

15 septembre 2008, faillite de Lehman Brothers.

Les banques cessent d'accorder des crédits, aux particuliers qui ont besoin d'argent frais pour payer leurs annuités d'emprunts et même aux entreprises pour leur trésorerie et leur investissement. Les faillites des ménages les obligent à vendre leur bien immobilier. Le marché de l'immobilier s'effondre, ce qui finit de faire perdre toute valeur aux subprimes, dont la garantie était l'hypothèque sur le bien, qui n'a plus, ou presque de valeur.

**Etape 3 : fin 2008 – mi 2009:** Les états renflouent les banques au bord de la faillite, sans en demander la contre-partie : l'actionariat. Ayant depuis les années 1980 beaucoup diminué les impôts directs, certains pays n'ont pas les recettes suffisantes pour faire face à cette dépense. L'Irlande est un excellent exemple de pays ayant baissé les impôts (notamment sur les sociétés) pour attirer les capitaux étrangers, et qui, touché de plein fouet par cette crise, est face au dilemme de renflouer les banques en creusant le déficit, ce qui suppose augmenter les impôts et serait potentiellement catastrophique pour l'économie du pays. Le déficit budgétaire de certains pays de la zone euro explose sous les dépenses de renflouement, cas de l'Irlande, puis de la plupart des pays du sud de l'Europe. Ce déficit explose aussi avec la baisse des recettes que va entraîner la transmission de la crise financière à l'économie réelle, qui entraîne les pays dans la récession. Cette récession entraîne aussi l'explosion de bulles notamment immobilières, surtout en Espagne et en Irlande.

Exemple de l'Irlande :

*L'Irlande<sup>8</sup> fut le premier pays à connaître le même sort que la Grèce, même si la situation du pays est sensiblement différente. Contrairement à la Grèce, l'Irlande a longtemps été en croissance et ses finances publiques étaient saines. À tel point que le pays fut surnommé le « [Tigre celtique](#) » (en référence aux [Tigres asiatiques](#)).*

*Malgré cela, l'Irlande est fortement touchée par la crise des subprimes en 2008, notamment en raison de la bulle immobilière. En 2010, le pays fait face à une grave crise bancaire. Plusieurs de ses banques (notamment la banque Anglo) sont au bord de la faillite et doivent être renflouées.*

*En septembre 2010, l'Irlande doit une nouvelle fois se porter au secours de ses banques, ce qui provoque une augmentation considérable de son [déficit public](#) qui atteint 32 % du PIB<sup>47</sup>. Le pays hésite à demander l'aide du [Fonds européen de stabilité financière](#), à la fois pour des raisons de fierté nationale, et parce qu'il craint que les autres pays lui imposent de relever son impôt sur les sociétés, ce qui venait d'assurer son succès, mais qui est jugé « non coopératif » par les autres États européens. Ceux-ci ont « incité » l'Irlande à recourir au mécanisme du Fonds européen de stabilité financière car ils craignaient une contagion au [Portugal](#) voire à l'[Espagne](#). Si ce pays était touché, alors, pour le chef économiste de la [Deutsche Bank](#), la [France](#), selon lui, pourrait ne plus être à l'abri.*

---

8 En italique : source Wikipedia

*Le gouvernement irlandais, rapidement dépassé, ne peut faire face seul à cette crise. Un plan de sauvetage est donc mis en place au niveau européen avec le FESF (Fonds européen de stabilité financière), qui prévoit l'octroi de prêts allant de 80 à 90 milliards d'euros.*

*En décembre 2010, The Irish Independent dévoile que la Banque centrale d'Irlande a créé plus de 50 milliards d'euros de monnaie pour soutenir ses banques<sup>50</sup>. Ce type d'opération, bien que conforme aux traités européens, témoigne de la gravité de la situation bancaire et financière irlandaise.*

*En février 2011, le gouvernement de droite, accusé d'être responsable de la crise, est renversé lors des élections générales, laissant la place à une coalition de centre-gauche<sup>51</sup>. Le nouveau gouvernement de Enda Kenny promet alors de remettre en cause les conditions du plan de sauvetage octroyé en novembre 2011. Mais sans succès, notamment car l'Allemagne et la France exigent de l'Irlande qu'elle rehausse son taux d'imposition sur les sociétés, ce que le gouvernement irlandais a promis de ne pas faire.*

*Le 31 mars 2011, les résultats des test de résistance (stress-tests) bancaires révèlent que le plan de sauvetage est loin d'être suffisant pour combler les pertes subies par les banques irlandaises. Le gouvernement est forcé de nationaliser plusieurs banques et de recapitaliser l'ensemble du secteur, pour un montant de 24 milliards d'euros.*

**Etape 4 :** Les banques, renflouées par les états parient sur des placements plus sûrs : la dette publique des états. Il y a d'autant plus d'opportunité d'achat que la dette des états a augmenté sous l'effet conjugué :

- des dépenses pour renflouer les banques, qui ont creusé les dépenses des états
- de la crise qui dans un premier temps fait baisser les recettes de l'état comme les recettes de TVA et des impôts sur le revenu – ménages, sociétés)

Cependant la dette des états enflamme dangereusement et parfois dans l'effolement, quand on se rend compte que la grande banque d'affaire américaine, Goldman Sachs, a aidé la Grèce à rentrer dans l'UEM et respecter le ratio de déficit budgétaire en tripotouillant les comptes de l'état grec.

A voir : émission d'ARTE sur Goldman Sachs.

Face à l'augmentation de la dette des états et la perte de confiance des traders, les taux auxquels les états fragiles, trouvent à se refinancer, augmentent.

**Etape 5 :** Les états fragiles européens qui ont du mal à trouver des capitaux pour financer leur dette à des taux autres que prohibitifs, font appel à leurs partenaires européens. La troïka (BCE, FMI, Commission européenne), leur propose un financement, en échange de politique d'austérité qui assurent le remboursement de prêt fait par un dispositif européen et le FMI. Ces politiques d'austérité, prévoient notamment, des baisses de dépenses, par la réforme des retraites (allongement durée du travail, des licenciements de fonctionnaires, la baisse de leurs salaires). Toutes ces mesures entraînent souvent une crise de la demande qui enclenche un cercle vicieux : la baisse de la demande et des revenus entraîne une baisse des rentrées fiscales (TVA, impôts sur les revenus) et une accentuation de la crise économique. Les mesures prises pour assurer le remboursement de la dette, aggrave l'incapacité des états concernés à rembourser la dette et les oblige à augmenter la rigueur budgétaire. C'est le cercle vicieux qui amène les italiens à voter pour un parti du centre gauche en avril 2014, qui prône une relance par le déficit budgétaire notamment, pour sortir d'un cercle vicieux où l'Italie était en plein marasme économique, tout en dégagant un excédant budgétaire, hors remboursement de la dette.

**Etape 6 :** L'effondrement de l'UEM (???), sous l'effet croisé des votes anti-européens aux



européennes et de l'écartèlement de l'Europe en deux : une Europe compétitive (allemande par exemple) qui a parfois su baisser les salaires ou les droits des salariés dans les années 1990 et une Europe moins compétitive et qui ne veut pas faire les sacrifices allemands pour se conformer à des règles qui semblent uniquement imposées par la monnaie unique ; à l'image des votes anti-européens dans certains pays d'Europe aux élections européennes, ou à celle du nouveau premier ministre italien.